



Le fleuve Niger en sursis

MERCREDI 28 AVRIL 2004 / PAR FALILA GBADAMASSI

Neuf pays au chevet du cours d'eau à Paris. Les neuf pays riverains du fleuve Niger se sont retrouvés à Paris, du 26 au 27 avril dernier, avec leurs partenaires pour discuter, ensemble, du projet d'aménagement du cours d'eau. Un cours d'eau menacé par l'ensablement dont les conséquences sont économiques et environnementales.

Le fleuve Niger est menacé et c'est à Paris que les chefs d'Etat des pays concernés ont affirmé, du 26 au 27 avril dernier, leur engagement à œuvrer ensemble pour sa réhabilitation. La Guinée, le Mali, le Niger, le Bénin et le Nigeria (cours principal), le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Tchad (les affluents), réunis au sein de l'Autorité du bassin du Niger (ABN) - présidée par le chef de l'Etat nigérien, Mamadou Tandja - se sont ainsi retrouvés en présence de leurs partenaires, notamment la France. Elle qui offrait en octobre dernier 10 millions d'Euros pour soutenir la démarche engagée par l'ABN. Cette "vision partagée pour le développement durable du bassin du Niger " a été entérinée par la "Déclaration de Paris".

La fin de l'inaction

Les neuf Etats se sont engagés ainsi à se consulter systématiquement « pour tout ouvrage qui affecte de manière significative le régime des eaux du bassin » et « à faire jouer pleinement (le) rôle de coordination de l'ABN ». Le fleuve Niger est le troisième plus grand fleuve d'Afrique avec ses 4 200 km de long et ses 1,5 million de km² de bassin. Un bassin que se partagent cent millions de personnes et qui depuis le début des années 70 est victime de la baisse de la pluviométrie, de la pollution (déchets et végétaux), de la pression démographique et de la désertification. L'ensablement de ce dernier pourrait, à long terme, constituer une catastrophe écologique mais aussi économique compte tenu des activités liées au fleuve.

Outre l'engagement de ces pays africains à compter d'abord sur « leurs propres ressources », Paris a été aussi l'occasion de mettre en place « un cadre de coopération » avec les partenaires potentiels de l'ABN dans l'aménagement du fleuve Niger. Parmi eux, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qui a réaffirmé son soutien technique et institutionnel lors de la conférence par la voix de son directeur exécutif, Klaus Töpfer. La Commission européenne (l'Union européenne a décidé d'octroyer l'année dernière 500 millions d'euros aux pays Afrique, Caraïbes, Pacifique, ndlr), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), toutes deux connues pour leur engagement en faveur de l'eau en Afrique, ainsi que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD) étaient également présentes. Tout comme le Canada, le Japon, la Suisse, l'Allemagne et les Pays-Bas. Cette conférence devrait donner un second souffle à l'ABN en sommeil pour des raisons financières depuis sa création en 1980.